

# PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Construction de volières avec couverture photovoltaïque  
partielle pour l'élevage de volailles Bio



M. Julien RIEUF

Rue de Paravis,

03300 CREUZIER LE NEUF

Tél : 06 61 97 94 67

Email : [rieuf.julien@orange.fr](mailto:rieuf.julien@orange.fr)

## Table des matières

L'ELEVAGE de volailles BIO .....	3
M. Julien RIEUF.....	4
Situation .....	4
Fonctionnement de l'exploitation .....	4
LE PROJET: CONSTRUCTION DE VOLIERES PHOTOVOLTAIQUES POUR AMELIORER LES CONDITONS D'ELEVAGE.....	5
La volière photovoltaïque.....	5
Les améliorations techniques pour l'exploitation de M. Rieuf .....	7
Le partenariat entre M. Julien RIEUF et Technique Solaire.....	8
Un projet agrivoltaïque à impact positif .....	8
CONTACTS .....	9
Pétitionnaire du projet : .....	9
Maitre d'œuvre : .....	9

## L'élevage de volailles BIO

L'ensemble de la filière volailles compte plus de 14 000 élevages en France répartis en différentes typologies :

- 51 % Label rouge
- 23% Standard
- 14% Certifié
- 12% % Bio

Du fait la prise de conscience concernant le bien être animal ainsi que la volonté des consommateurs à consommer autrement, la filière du Bio volaille a progressé de 39% entre 2020 et 2017 (*Synalaf*).

### **Conversion des exploitations**

Afin de pouvoir développer les exploitations en Bio, les éleveurs doivent opérer une conversion de leurs activités :

- un an de conversion pour le parcours
- 10 semaines de conversion pour les volailles de chair
- 2 ans de conversion pour les terres destinées à l'alimentation des volailles.

Au sein d'une même unité de production, tous les animaux doivent être élevés dans le respect du cahier des charges Bio. La mixité est autorisée si les espèces sont différentes et se situent dans des unités dont les bâtiments et les parcours sont clairement séparés.

### **Fonctionnement de l'exploitation**

En Bio, l'accès au parcours doit être de 4 m<sup>2</sup> par poulet et pintade, pendant au moins un tiers de leur vie. L'âge minimum d'abattage est de 81 jours pour les poulets et un vide sanitaire d'un minimum de deux semaines est requis entre deux bandes.

Au moins 20 % de la ration doit être produite sur l'exploitation, ou en coopération avec d'autres exploitations de la région. Les effluents doivent, quant à eux, être épandus sur des surfaces bio.

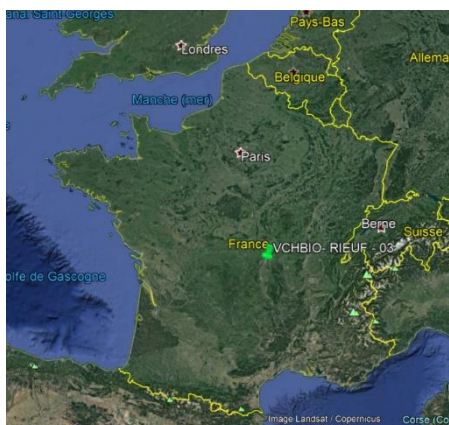
En résumé, pour un bâtiment de 60 m<sup>2</sup>, à raison de 600 poulets par bande, il faut prévoir un parcours de 0,24 hectare.

## M. Julien RIEUF

M. Julien Rieuf est actuellement éleveur de volailles Bio sur la commune de Creuzier-le-Neuf. Il assure l'élevage, l'abattage, la transformation ainsi que la commercialisation de ses volailles.

Du fait de la forte progression de commercialisation de ses volailles Bio, M. Rieuf souhaiterait agrandir son activité et se rapprocher de la zone d'abattage située sur la commune de Montaignet-sur-l'Andelot.

### Situation



Le site visé par M. Rieuf, se situe sur le lieu-dit « Le Lac », 03800 Montaignet-sur-l'Andelot.

Une promesse d'achat a été signée avec la famille Pouzadoux (propriétaire actuel du terrain) pour racheter une surface de terrain de 41 364 m<sup>2</sup> comprenant :

- 1 Poulailier : 450 m<sup>2</sup>
- 1 Abattoir : 850 m<sup>2</sup>
- 1 Hangar agricole : 325 m<sup>2</sup>
- 2 hangars de stockage : 220 m<sup>2</sup> et 400m<sup>2</sup>

### Fonctionnement de l'exploitation



M. Rieuf, achète des poussins âgés d'un jour à un accoureur puis élève pendant 120 jours les poulets sur son exploitation. Il souhaite élever environ 15 000 volailles/an sur sa nouvelle exploitation.

Les poussins sont élevés les premières semaines dans des bâtiments afin de les protéger des intempéries et du froid.

Par la suite, les poulets sont élevés en extérieur avec un minimum de 4m<sup>2</sup>/poulet.

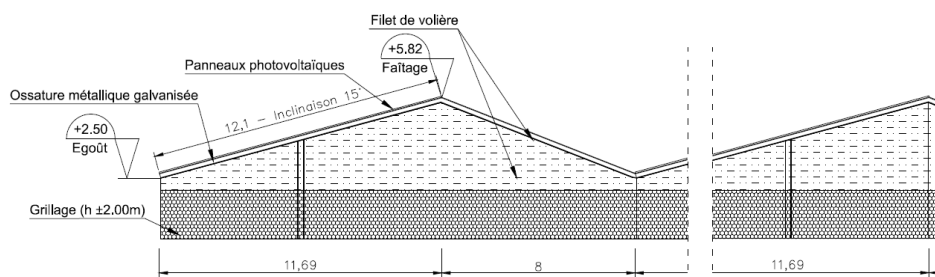
## Le projet: construction de volières photovoltaïques pour améliorer les conditions d'élevage

Le projet consiste à regrouper l'activité d'élevage du site de Creuzier-le-Neuf sur la commune de Montaignet-sur-l'Andelot en construisant 2.5 hectares de volières avec une structure en acier galvanisé intégrant une couverture partielle de panneaux photovoltaïques au-dessus des filets.

En plus de nombreux avantages techniques par rapport aux volières traditionnelles, les volières photovoltaïques ont un avantage économique essentiel : la vente de l'électricité produite par les panneaux sert à financer la construction de 9 bâtiments photovoltaïques.

### La volière photovoltaïque

La volière photovoltaïque développée depuis 2017 par Technique Solaire avec des éleveurs de canards et volailles consiste en une succession d'abris photovoltaïques espacés les uns des autres et soutenant des filets à 2,5 mètres au point le plus bas et 5,8m au point le plus haut. Le pourtour des volières photovoltaïques est clos par des filets sur les parties hautes et du grillage sur les parties basses sur une hauteur de 2 mètres.







## Les améliorations techniques pour l'exploitation de M. Rieuf

Ce projet va permettre à M. Julien Rieuf d'installer des volières et des nouveaux bâtiments et de remplacer des bâtiments ayant plus de 20 ans.

### Réduction des coûts d'entretien

Avec une structure plus robuste conçue et dimensionnée pour durer et résister aux aléas climatiques, les volières photovoltaïques ne nécessitent aucun entretien de la part de l'éleveur.

### Réduction du risque de contamination aviaire

Avec l'augmentation des cas d'influenza aviaire dans les élevages, la majeure partie des exploitations sont amenés à claustre leurs animaux pendant une longue période de temps. Même dans les exploitations en plein air et en Bio, certains cheptels n'ont jamais eu l'occasion de voir le jour.

Les volières photovoltaïques constituent un abri contre la faune extérieure via l'installation de panneaux photovoltaïques et de filets.



### Zones abritées

Les zones couvertes permettront aux oiseaux de s'abriter des intempéries et de la grêle.

Par ailleurs lors des fortes chaleurs, on remarque sur les exploitations en plein air que le manque d'ombrage pousse la plupart des poulets à se concentrer dans les bâtiments ou sur les pourtours.



## Le partenariat entre M. Julien RIEUF et Technique Solaire

Le développement et la construction des volières photovoltaïques sur le site de Monteignet-sur-l'Andelot se fait dans le cadre d'un bail à construction et d'un prêt à usage entre Monsieur Julien Rieuf et Technique Solaire.

Le projet est financé intégralement (hors aménagement intérieur des bâtiments) par Technique Solaire avec des fonds propres et de la dette remboursée avec la revente de l'électricité produite par les panneaux pendant la durée du bail.

M. Julien Rieuf a la jouissance des volières à titre gratuit pendant la durée du bail mais ne touche pas de revenus liés à la production d'électricité. Les revenus issus de la revente de l'électricité servent uniquement à financer le projet et à assurer l'exploitation et la maintenance de l'installation photovoltaïque.

## Un projet agrivoltaïque à impact positif

Ce projet est donc un moyen d'utiliser la production d'énergie renouvelable pour financer des infrastructures à vocation agricole, et permettre des améliorations techniques au sein d'une exploitation agricole.

Le projet va permettre à M. Julien Rieuf de pérenniser son activité d'élevage de volailles pour les années à venir.

Il va aussi faire de Monteignet-sur-l'Andelot un territoire à énergie positive. Avec une installation photovoltaïque de 3 198 Kilowatts-crête, l'installation va produire **3 752 239 kWh** par an, soit la consommation de **1000 foyers** (hors chauffage et eau chaude sanitaire, à raison de 3 750 kWh/an/foyer).

Enfin, le projet génèrera une retombée fiscale importante pour les collectivités locales (50% EPCI , 50% Département) avec le paiement d'un IFER d'environ 10 100 euros par an.



## CONTACTS

Pétitionnaire du projet :

M. julien RIEUF

13 rue de Paravis

03300 Creuzier-le-Neuf

Tél : 06 61 97 94 67

Email : [rieuf.julien@orange.fr](mailto:rieuf.julien@orange.fr)

Maître d'œuvre :

TECHNIQUE SOLAIRE

62 avenue de la loge

86440 MIGNE-AUXANCES

Raphaël LEFORT, Chargé de  
développement

Tél : 07 61 20 26 30

[florian.esnault@techniquesolaire.com](mailto:florian.esnault@techniquesolaire.com)



Romain Proux, Service Urbanisme

Tél : 06 64 95 52 44 / 05 49 56 01 19

[romain.proux@techniquesolaire.com](mailto:romain.proux@techniquesolaire.com)

# FICHE DE RENSEIGNEMENT PREALABLE A TOUTE CONSTRUCTION EN ZONE AGRICOLE OU TOUTE OCCUPATION DU SOL SOUMISE à AUTORISATION D'URBANISME

Les zones agricoles sont des zones sensibles qu'il convient de protéger pour préserver tout à la fois les exploitations existantes et l'avenir des zones agricoles du département.

La présente fiche de renseignements a pour objet de permettre au demandeur de démontrer que les constructions faisant l'objet de la demande de permis de construire sont strictement liées et nécessaires à une exploitation agricole.

## 1 - RAPPEL DES ELEMENTS DU PERMIS DE CONSTRUIRE

**NOM, PRENOM et/ou RAISON SOCIALE DU DEMANDEUR :** RIET Julien

**ADRESSE :** 13, rue de Paravis 03300 CREUZIER LE NEUF

**ADRESSE DE LA CONSTRUCTION et REFERENCES CADASTRALES :** Section 2051

Le lac 03800 MONTIGNET SUR CANDELOT Section 247

## 2 - DESCRIPTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE :

MODE D'EXPLOITATION				MATRIEL		
SURFACES EN HA	TOTALE	CULTIVEE	IRRIGUEE	NATURE	NOMBRE	PUISSANCE
Faire-valoir direct (dont l'exploitant est propriétaire)	4 ha 14			Tracteurs	1	80 cv
Fermage (dont bénéficie l'exploitant)				Machines à vendanger		
Métayage (dont bénéficie l'exploitant)				Autres machines		
REPARTITION DES CULTURES				CHEPTEL		
NATURE	SURFACE	Eq. - SMI		NATURE	NOMBRE	Eq. - SMI
Maraîchères				Porcins		
Tunnels, serres (froids)				Bovins		
Tunnels, serres (chauds)				Volailles	1500 Volailles/An.	
Plein champ				Brebis-mères		
Céréales				Chèvres-mères		
Vignes				Juments poulinières		
Vergers				Chevaux de trait		
Prairies				Lapins		
Pépinières				Couples de pigeons		
Autre (préciser)				Autre (préciser)		



## 2 – (suite) DESCRIPTION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

CONSTRUCTIONS EXISTANTES AFFECTEES A L'EXPLOITATION AGRICOLE (Y COMPRIS CELLES FIGURANT SUR DES TERRAINS DIFFERENTS).

### CONSTRUCTIONS EXISTANTES AFFECTEES A L'EXPLOITATION (à remplir obligatoirement)

FONCTION DU BÂTIMENT*	SURFACE DE LA CONSTRUCTION	REFERENCE ET SURFACE DE LA PARCELLE D'IMPLANTATION	PROPRIETAIRE DE LA CONSTRUCTION	ANNEE DE CONSTRUCTION
Poulailler	450 m <sup>2</sup>			1975
Abattoir	850 m <sup>2</sup>			1980
Hanger Agricole	325 m <sup>2</sup>			
Hanger	220 m <sup>2</sup>			
Hanger	400 m <sup>2</sup>			

\* **Exemples de fonctions** : Habitation, Hangar, bâtiment spécialisé, serres, stockage des produits phytosanitaires, Hébergement individuel ou collectif des salariés, gîte, ...

### DEMANDE (S) DE PERMIS DE CONSTRUIRE ou AUTORISATION(S) ANTERIEURE(S) AU COURS DES 10 DERNIERES ANNEES

<b>Date :</b> ..... <b>Nature :</b> ..... <b>Permis n° : PC</b> ..... <b>Décision :</b> <input type="checkbox"/> Accordée <input type="checkbox"/> Refusée <input type="checkbox"/> Autre : .....	<b>Date :</b> ..... <b>Nature :</b> ..... <b>Permis n° : PC</b> ..... <b>Décision :</b> <input type="checkbox"/> Accordée <input type="checkbox"/> Refusée <input type="checkbox"/> Autre : .....	<b>Date :</b> ..... <b>Nature :</b> ..... <b>Permis n° : PC</b> ..... <b>Décision :</b> <input type="checkbox"/> Accordée <input type="checkbox"/> Refusée <input type="checkbox"/> Autre : .....
--	--	--

FOURNIR UN PLAN INDIQUANT LA SITUATION DE LA PARCELLE DEVANT RECEVOIR LA CONSTRUCTION PAR RAPPORT AU SIEGE D'EXPLOITATION ET PAR RAPPORT AUX PARCELLES EXPLOITEES OU A EXPLOITER DANS LE FUTUR. Y REPORTER LES BÂTIMENTS DE L'EXPLOITATION DEJA EXISTANTS.

### AIDES STRCUTURELLES PUBLIQUES AU BENEFICE DE L'EXPLOITATION AGRICOLE.

Indiquer les références et la date de la décision d'attribution des aides, joindre une copie de cette décision : .....

.....

.....

.....

.....

### 3 – JUSTIFICATION DE LA NECESSITE D'IMPLANTER LE(S) BÂTIMENTS(S) EN ZONE AGRICOLE

Afin de créer une surface de parcours nécessaire à l'élevage bio de volailles, et de réhabiliter un poulailler existant.

.....

.....

.....

#### 4 – LE PROJET AGRICOLE

Il s'agit d'expliquer le projet la réalisation est conditionnée par l'obtention du permis de construire que vous demandez.

MOTIVATION DU PROJET : ☐ Création d'exploitation ☐ Gîtes  
☒ Extension de l'exploitation ☒ Transfert du siège  
☐ Mutation (changement de culture,...) ☐ Autre : .....

#### DESTINATION DES BÂTIMENTS EN RAPPORT AVEC LES ORIENTATIONS DE L'EXPLOITATION AGRICOLE :

Caractéristiques de la construction (surface, capacité,...), affectation précise.

Dans le cas de gîtes ruraux, expliquer comment l'activité d'hébergement en gîtes sera intégrée dans le prolongement de l'activité agricole.

Construction d'une volière photovoltaïque avec création  
de 9 bâtiments de 60 m<sup>2</sup> + réhabilitation d'un ancien pailleur  
La volière servira de parcours aux vaches laitières bio

#### JUSTIFICATION AU CHOIX DE LA LOCALISATION :

Expliquer le choix du terrain par rapport à la logique de l'exploitation agricole, à l'emplacement des réseaux existants.  
En cas de forage individuel, une analyse de l'eau sera nécessaire. Se référer à la fiche technique annexe.

Le terrain fait partie de la propriété que je rachète

#### 5 – LOGEMENT DE PERSONNEL SALARIE

A remplir si le projet ou une partie du projet concerne le logement de personnel salarié.

DESTINATION DU LOGEMENT : ☐ Salariés permanents  
☐ Salariés saisonniers

NATURE DU LOGEMENT : ☐ Individuel ☐ Dans un immeuble  
☐ Dans une maison individuelle  
☐ Collectif (dortoirs) ☐ Nombre d'occupants :

#### NOMBRE DE SALAIRES :

	Année n-1	Année n-2
Salariés permanents		
Salariés saisonniers		

Durée moyenne des contrats saisonniers : .....mois



## 6 – RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A JOINDRE

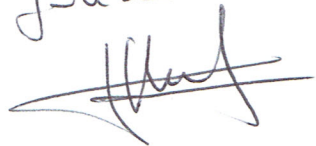
1. ☐ Original de l'attestation d'affiliation délivrée par la caisse de mutualité sociale.
2. ☐ Extrait K bis (le cas échéant).
3. ☐ Relevés parcellaires d'exploitation MSA.
4. ☐ Plan de situation de la parcelle devant recevoir la construction par rapport au siège de l'exploitation et par rapport aux parcelles exploitées ou à exploiter dans le futur. Y reporter les bâtiments de l'exploitation existants.
5. ☐ Copie des décisions d'attribution d'aides structurelles publiques.

## 7 – ENGAGEMENT DU DEMANDEUR :

Je certifie exacts les renseignements portés sur le présent document.

Nom : RIVER J-L

Date et signature :





## 6 – RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A JOINDRE

1. ☐ Original de l'attestation d'affiliation délivrée par la caisse de mutualité sociale.
2. ☐ Extrait K bis (le cas échéant).
3. ☐ Relevés parcellaires d'exploitation MSA.
4. ☐ Plan de situation de la parcelle devant recevoir la construction par rapport au siège de l'exploitation et par rapport aux parcelles exploitées ou à exploiter dans le futur. Y reporter les bâtiments de l'exploitation existants.
5. ☐ Copie des décisions d'attribution d'aides structurelles publiques.

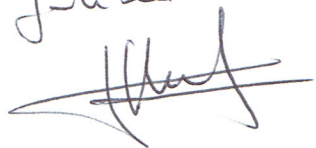
## 7 – ENGAGEMENT DU DEMANDEUR :

Je certifie exacts les renseignements portés sur le présent document.

Nom :

RIEUF Julien

Date et signature :



**VOLAILLES FERMIERES BIO**

RIEUF Julien

13, rue de Paravis

03300 CREUZIER LE NEUF

N° SIRET: 799 335 849 00011

FR-BIO-01



Code de sécurité :

**2163B7024A835BE**

Pour contrôler cette attestation  
connectez-vous :

<http://verification-attestations.msa.fr>

M RIEUF JULIEN  
RUE DE PARAVIS  
03300 CREUZIER LE NEUF

La validité de cette attestation et le détail des informations  
contenues peuvent être contrôlés :

- en ligne sur notre site [WWW.msa-auvergne.fr](http://WWW.msa-auvergne.fr)  
rubrique **services en ligne > vérification d'attestations**
  - en contactant la Mutualité Sociale Agricole Auvergne ou son délégataire
- Ce contrôle peut être effectué pendant un an après publication de l'attestation.

La Mutualité Sociale Agricole Auvergne certifie que :

**Monsieur RIEUF JULIEN**  
**RUE DE PARAVIS**  
**03300 CREUZIER LE NEUF**  
**1770203310014**

est affilié(e) en qualité de chef d'exploitation auprès de notre organisme depuis le  
01/12/2011.

A la date du 22/04/2021 :

- l'activité est exercée à titre principal.
- la superficie mise en valeur est de 41,0700 ha

*Attestation délivrée pour servir et valoir ce que de droit, produite par la MSA sous forme  
dématérialisée dans les conditions de sécurité requises par la loi.*

Le Directeur

	<b>CONSTRUCTION D'HANGARS D'ELEVAGE DE TYPE VOLIERE PHOTOVOLTAÏQUE 03800 – MONTEIGNET SUR L'ANDELOT</b>
	<b>ICPE</b>

**Installations classées pour la protection de l'environnement :**

- 1- L'activité d'élevage pour le site de MONTEIGNET SUR L'ANDELOT sera soumise à déclaration.
- 2- Pour un emplacement de 6000 poulets (1AE).

Vous trouverez annexé à ce document, la déclaration ICPE permettant d'exploiter un élevage volailles (poulet bio) sur la commune de MONTEIGNET SUR L'ANDELOT.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à MONTEIGNET SUR L'ANDELOT, le 11/06/2021



# DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

RIEUF Julien	
La contrée	
La contrée	
03800	MONTEIGNET SUR L ANDELOT

Départements concernés :

--

Communes concernées :

--

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire : .....   
*Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).*

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : .....   
*Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.*
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : .....
- une installation classée relevant du régime de déclaration : .....

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : .....

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement) .....   
*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).*

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : .....   
*Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).*

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : .....   
*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).*

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime <sup>1</sup> (D ou DC)
2111	2	Elevage de volailles	6000	AE	D

**Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :**

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfetures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles<sup>2</sup>,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

**Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :**

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : RIEUF Julien

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale : 11/06/2021

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : NON

<sup>1</sup> D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

<sup>2</sup> Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>